

# DÉCENNIES DE STABILITÉ AVANT LA RUPTURE (2000-2020)

Les manifestations de masse qui se sont déroulées de manière pacifique en Algérie entre février 2019 et mars 2020 ont entraîné des changements politiques majeurs. À une vitesse extraordinaire, les protestataires ont chassé le président Abdelaziz Bouteflika du pouvoir en mars 2019 et déclenché une série impressionnante de purges parmi les élites financières, politiques et sécuritaires qui, quelques mois plus tôt, paraissaient intouchables. Au départ, le haut commandement militaire qui avait orchestré l'élection de Bouteflika vingt ans plus tôt, après avoir écrasé les milices islamistes au cours de la guerre civile, a semblé dépassé et incapable de contrôler la situation. Cependant, fin 2019 et début 2020, il a réaffirmé son pouvoir avec, d'une part, l'élection d'un nouveau président, Abdelmadjid Tebboune, contre la volonté d'un mouvement de contestation populaire, le Hirak, et, d'autre part, l'introduction de changements constitutionnels fortement critiqués pour avoir accru les pouvoirs de l'exécutif. À la mi-mars 2020, les risques de contamination provoqués par la pandémie de Covid-19 ont permis aux autorités de lever le pied et de laisser les contestataires décider par eux-mêmes d'arrêter les manifestations, qui représentaient l'essentiel du répertoire militant du mouvement. Les forces de sécurité en ont profité pour mener des campagnes de répression ciblées vis-à-vis des militants et des personnalités de l'opposition jugées trop gênantes.

5

L'importance du Hirak ne doit cependant pas être jugée seulement à l'aune des conséquences politiques qu'ont eues les luttes de pouvoir à partir de février 2019. Elle réside plutôt dans la capacité du mouvement à transformer en rupture historique les divisions qui séparaient l'appareil d'État et la société civile. Par sa mobilisation, le Hirak a en effet mis fin à la période de l'histoire politique de l'Algérie entamée en 2002, au terme

de la guerre civile. S'est par là même effondré le modèle d'organisation des rapports entre l'État et la société qui, malgré de nombreux échecs, avait permis à l'Algérie de sortir de cette guerre civile. Le Hirak a aussi ouvert la voie aux incertitudes – opportunités, défis et menaces – qui caractérisent la montée de toute nouvelle génération politique. Afin de comprendre comment l'histoire politique algérienne en est arrivée à ce moment crucial d'effondrement et de renouveau, nous proposons d'analyser quatre phénomènes qui se sont produits sous le régime Bouteflika : la délégitimation de la politique traditionnelle, la marginalisation de la société civile, la paralysie des processus informels de décision politique et la transformation de la politique contestataire. Pris ensemble, ces phénomènes ont contribué à creuser les divisions ayant permis au Hirak de clore la période post-guerre civile.

6

#### DÉLÉGITIMATION DE LA POLITIQUE TRADITIONNELLE

Après le coup d'État militaire de décembre 1991 et la répression de masse qui s'est ensuivie contre le plus important mouvement politique du pays, mené par le Front islamique du salut, les dirigeants ont voulu mettre en place de nouvelles institutions politiques. En juin 1995, lors de la première campagne présidentielle ouverte à plusieurs candidats, l'élection de Liamine Zeroual a couronné de succès cet effort. Dans la mesure cependant où les militaires avaient clairement signalé leur préférence pour ce candidat, sa victoire ne faisait guère de doute. Plus indécis étaient le taux de participation et, par extension, le degré de légitimité que l'élu pourrait revendiquer pour lui-même et l'institution qu'il représentait. Le système politique a pu se vanter d'un soutien populaire confortable : lors de cette élection présidentielle, qui s'est déroulée en pleine guerre civile entre les forces de sécurité et des milliers de combattants islamistes armés, un nombre considérable d'électeurs s'est rendu aux urnes – 75,7 % des inscrits selon les autorités, même si des observateurs indépendants ont émis des doutes sur ce chiffre. De la même façon, les élections parlementaires de 1997, qui se sont tenues durant une période de négociations de paix prolongées avec l'Armée islamique du salut et une vague de massacres commis par la milice concurrente, le Groupe islamique armé (avec la complicité des services secrets militaires, d'après certains observateurs), ont donné lieu à une forte mobilisation des électeurs, évaluée officiellement à 65,60 % des inscrits – chiffre une fois encore contesté par des observateurs indépendants.

L'élection d'Abdelaziz Bouteflika à la présidence de la République, en avril 1999, offre une image inversée. Organisée à la suite des succès remportés par l'armée et la police dans la répression des milices du Groupe islamique armé, la campagne a été viciée par le retrait de six candidats. À la veille du vote, ces derniers ont appelé à son boycott et accusé les militaires d'intervenir illégalement en faveur de Bouteflika. La mobilisation des électeurs a été beaucoup plus faible que lors des précédents scrutins. Selon les statistiques officielles, 60,9 % seulement des inscrits se sont déplacés – soit une baisse de la participation de près de quinze points par rapport à 1995. Dans certaines circonscriptions de Kabylie, ce taux a même été inférieur à 2 %. Aux trois élections présidentielles suivantes, la mobilisation des électeurs est restée faible. Pour celle de 2014, par exemple, la participation a été de 50,7 %, avec 10 % de votes blancs. Les élections législatives de 2017 n'ont, pour leur part, pas mobilisé plus de 35,4 % des électeurs, dont presque un sur cinq pour déposer un bulletin blanc.

7

Cette tendance à la baisse de la participation électorale sous la présidence de Bouteflika reflète un processus plus général qui a vu les institutions politiques traditionnelles cesser de façon notable de remplir leur fonction. Les parlementaires ont ainsi participé de plus en plus rarement aux débats sur les politiques publiques et la promulgation des lois s'est faite pour l'essentiel par décret présidentiel. En conséquence, voter lors des élections ou participer à d'autres formes d'activité politique a perdu tout sens pour de nombreux Algériens. À la fin des années 2010, Bouteflika et son cabinet jouissaient d'un soutien assez limité, estimé à guère plus de 10 à 15 % de la population.

## MARGINALISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La faible mobilisation de la population a pu également être observée à la fois au niveau des partis politiques, des organisations de la société civile et, dans une certaine mesure, du paysage médiatique.

Durant la courte période de libéralisation de 1989-1991, les partis algériens ont connu un certain dynamisme – avec la création de plus de soixante organisations politiques –, qui n'a cependant pas résisté au coup d'État militaire. En effet, la majorité des partis ayant survécu à la répression et à la violence de la guerre civile n'étaient plus capables ou désireux de mobiliser les masses et de formuler des solutions alternatives à la politique menée par le pouvoir et à son modèle d'organisation. Comme l'affirment Louisa Dris-Aït Hamadouche et Yahia Zoubir,

il s'agissait d'entités clientélistes privées d'aspirations et d'ambitions politiques<sup>1</sup>. Au lieu de s'attaquer aux abus de pouvoir, au népotisme et à la corruption au sein de l'administration, la plupart de ces partis se sont mis au service de l'enrichissement personnel de leurs dirigeants, qui ont capitalisé sur l'énorme manne financière de l'État générée, au cours des années 2000, par les exportations de gaz naturel à des prix élevés sur le marché international.

8      Sous la présidence de Bouteflika, les organisations de la société civile ont connu un sort quelque peu différent mais tout aussi problématique. Loin de bénéficier des mêmes possibilités d'enrichissement personnel que les dirigeants des partis politiques, elles ont été directement ciblées par les mesures de répression et autres stratégies plus subtiles des agences de l'État, en particulier le Département du renseignement et de la sécurité (les services secrets algériens), qui ont tenté de les diviser en cooptant ou en achetant une partie des responsables des organisations les plus critiques. Elles ont ainsi perdu progressivement leur capacité à remplir un rôle de médiateurs entre l'État et la population, et par suite à attirer des sympathisants, à maintenir des structures organisationnelles solides et à planifier des activités politiques. Si le « traumatisme » collectif déclenché par les horreurs de la guerre civile a souvent été invoqué pour expliquer l'absence d'engagement politique et social dans l'Algérie de Bouteflika, le traitement particulier dont ces organisations ont été l'objet semble avoir également eu une grande importance. En conséquence, à la fin des années 2010, la société civile algérienne était fragmentée, affaiblie et incapable de lancer des mobilisations de masse.

La scène médiatique algérienne, dont la dimension pluraliste et critique a aussi émergé lors de la période de libéralisation, a suivi une autre voie encore tout au long de la présidence de Bouteflika. D'un côté, un petit groupe de six à huit journaux de grande qualité, dont les quotidiens francophone *El Watan* et arabophone *El Khabar*, s'est efforcé, au cours de ces décennies 2000 et 2010, de contrecarrer les menaces de répression afin de continuer à fournir une couverture médiatique critique. D'un autre côté, les quelque quatre-vingts organes de presse restants ont servi d'outils de propagande à des acteurs ou coalitions politiques et financiers. Cependant, tous ces médias ont dû faire face aux tentatives menées par l'État d'influencer ou contrôler leur contenu, soit par le biais de généreuses incitations financières, soit au moyen du harcèlement administratif – et

---

1. « Pouvoir et opposition en Algérie : vers une transition prolongée ? », *L'Année du Maghreb*, n° 5, 2009, p. 111-127.

parfois de l'emprisonnement, si ces deux tactiques échouaient. En 2011, lorsque la télévision par satellite a été libéralisée, les chaînes d'information ont été soumises à des procédés similaires – même si elles étaient peu nombreuses étant donné les coûts élevés de la production télévisuelle. Le seul secteur qui, à la fin des années 2010, parvenait encore à rester à l'abri du contrôle direct du gouvernement est celui des médias en ligne. Grâce à ses faibles coûts de production et à sa capacité à échapper à la surveillance des services de sécurité, au cours des dernières années de la présidence de Bouteflika, l'« e-journalisme » a pu donner naissance à un certain nombre d'organes de presse critiques. Mais, en 2018, les autorités ont commencé à mener des vagues de répression contre les e-journalistes et leurs éditeurs.

La plupart des Algériens ont alors cessé de s'intéresser aux organisations de la société civile ou aux partis politiques, comme ils l'ont fait à l'égard des élections. Les partis politiques étaient considérés comme des entités corrompues. Les ONG et autres mouvements avaient du mal à attirer des sympathisants. Et les quelques organes d'information critiques restants devaient, pour survivre, lutter contre une multitude de mesures répressives plus ou moins sévères et un harcèlement permanent. Le fait que le Hirak ne soit issu d'aucun de ces secteurs est assez révélateur de la situation dans laquelle se trouvait la société civile algérienne en février 2019. Certes, les militants politiques progressistes aspirant au changement, les journalistes et éditeurs indépendants, de même que les organisations critiques de la société civile, ont vite rejoint le mouvement protestataire. Cependant, après avoir lutté contre, ou fait avec, les stratégies de répression, de cooptation et de marginalisation orchestrées par l'État, ils sont restés en retrait lors des premières semaines de contestation.

#### PARALYSIE DES PROCESSUS INFORMELS DE DÉCISION POLITIQUE

La délégitimation de la politique traditionnelle et l'épuisement de la société civile sous la présidence de Bouteflika n'étaient pas simplement le résultat de la répression et de la cooptation mises en œuvre par l'appareil d'État. Ils reflétaient aussi le fait que le lieu de la prise de décision politique s'était déplacé ailleurs, ce dont la population algérienne n'était pas dupe. Néanmoins, les Algériens comme les observateurs extérieurs ont eu du mal à identifier cet « ailleurs » et à comprendre comment il opérait. Il a parfois été présenté comme une personnalité toute-puissante issue du haut commandement de l'armée ou des services secrets et capable, en

raison du contrôle ainsi exercé sur les forces de sécurité, de dominer et soumettre à sa volonté tous les autres acteurs politiques. Il a aussi été envisagé comme un conglomérat anarchique de « cartels », de « clans » ou de « gangs » sans merci, agissant en dehors des cadres institutionnels et normatifs, chacun cherchant sans cesse à éliminer les autres afin d'orienter la redistribution des ressources du pays à son seul avantage. Il est plus convaincant d'y voir, comme le suggère Luis Martinez, une coalition de groupes d'intérêts<sup>2</sup>. Selon cette hypothèse, le pouvoir était exercé par une coalition dominante d'acteurs issus de plusieurs groupes concurrents qui ne pouvaient prendre de décisions que collectivement, après avoir atteint un certain degré de consensus. Ces acteurs avaient tous des affiliations qui leur permettaient de prendre part à la coalition gouvernementale rassemblée autour du président Bouteflika. Parmi les 10 groupes d'intérêts auxquels ils étaient affiliés se trouvaient l'état-major de l'armée, le Département du renseignement et de la sécurité, les partis de gouvernement (le Front de libération nationale et/ou le Rassemblement national démocratique), la compagnie pétrolière nationale (la Sonatrach), le seul syndicat autorisé (l'Union générale des travailleurs algériens), la Confédération algérienne du patronat, notamment. Afin d'assurer la capacité de ces acteurs à gouverner et d'éviter qu'ils ne soient exclus des sphères du pouvoir, la coalition dominante achetait leur loyauté au moyen de la gigantesque richesse accumulée grâce aux exportations de gaz naturel. Cette stratégie consistant à distribuer de façon largement incontrôlée richesse et opportunités à des partisans et acolytes n'a pas seulement provoqué une forte augmentation de la corruption sous Bouteflika. Elle a aussi rendu le régime politique vulnérable à la conjoncture économique internationale et l'a privé d'une base sociale solide, comme c'est le cas dans de nombreux pays rentiers au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Si l'on peut admettre que le modèle de gouvernement de coalition mis en place par Bouteflika a offert un minimum de stabilité à l'Algérie durant les années 2000 et le début des années 2010, on doit aussi reconnaître son incapacité inhérente à s'adapter à des transformations sociales importantes en modifiant le système lui-même. En 1999, lorsque Bouteflika a pris le contrôle de ce dernier, il n'a pas changé ses mécanismes internes. Il a plutôt ajusté les équilibres entre ses différents pôles, en limitant l'influence

---

2. « Interest Groups in a Non-Democratic Regime », in Luis Martinez et Rasmus Alenius Boserup (dir.), *Algeria Modern: From Opacity to Complexity*, New York (N. Y.), Oxford University Press, 2016, p. 13-26.

des services de renseignement, très forte au sein de la coalition gouvernementale dans les années 1990, et en accroissant le rôle de l'état-major de l'armée et des deux principaux partis politiques, qui allaient détenir alternativement le pouvoir. Bien que Bouteflika se soit symboliquement montré ouvert aux réformes au lendemain du Printemps arabe de 2011, il en a vite abandonné l'idée en 2012, quand les protestations dans les pays voisins se sont arrêtées ou ont débouché sur des guerres civiles.

Cette incapacité à tenir compte d'un contexte politique et social en pleine évolution et à se réformer en conséquence a fini par saper la crédibilité et la légitimité du régime aux yeux des Algériens. Au cours des années 2010, le système politique est apparu de plus en plus en décalage non seulement avec la scène domestique mais aussi avec le monde environnant. Son inaptitude à lutter contre la corruption rampante au sein de l'appareil d'État le montre bien : en gaspillant les ressources publiques et en freinant les stimulants internes à la croissance économique, le régime a fait fuir les investisseurs étrangers. Le rôle central que le système de favoritisme a joué sous Bouteflika a empêché les autorités d'endiguer ce phénomène. Un autre exemple tout aussi problématique est l'absence de réformes ayant pour but de réduire de façon réelle et convaincante l'extrême dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis des exportations d'hydrocarbures. Non seulement la politique économique algérienne est directement menacée par la durabilité limitée des sites d'exploitation opérés par l'État, mais elle semble d'autant plus court-termiste que la tendance mondiale à se tourner vers des sources d'énergie propres prend de l'ampleur. En dépit de débats virulents autour de ces questions dans la presse algérienne, aucun programme de réforme clair n'a été appliqué ou même élaboré durant la présidence de Bouteflika. La paralysie du système s'illustre de la manière la plus frappante dans le fait que, malgré la détérioration de l'état de santé du chef de l'État à partir de 2013, le problème de sa succession n'a pas été réglé. Bien qu'il ait été victime d'une attaque cérébrale qui l'a contraint à rester hospitalisé pendant de longs mois, lui a fait pratiquement perdre l'usage de la parole et l'a condamné à se déplacer en fauteuil roulant, Bouteflika est tout de même resté président cinq années de plus. Et c'est la déclaration de son chef de cabinet annonçant, en février 2019, que Bouteflika allait être candidat, au mois d'avril suivant, pour la cinquième fois à une élection présidentielle qui a déclenché les premières protestations et donné naissance au Hirak. Pour la majorité des Algériens qui, depuis deux décennies, avaient pris leurs distances vis-à-vis des institutions et organisations politiques traditionnelles, cette annonce a constitué

la preuve ultime que le système avait abandonné toute prétention de trouver des solutions dans l'intérêt général du pays.

#### TRANSFORMATION DE LA POLITIQUE CONTESTATAIRE

12 Lorsque le Hirak a pris forme, les protestations de rue n'étaient pas chose nouvelle en Algérie. Depuis le début des années 2000, des foules de jeunes hommes algériens descendaient régulièrement dans la rue pour exiger du gouvernement qu'il intervienne sur toute une série de questions. Ces manifestations étaient rarement appelées par des mouvements organisés et n'étaient pas non plus menées par des dirigeants charismatiques lançant de grandes déclarations idéologiques ou se basant sur des programmes politiques. Elles étaient spontanées et, en général, répondaient à la perception collective d'une menace contre les intérêts d'un groupe spécifique de personnes comme les habitants d'un quartier, les membres d'une communauté culturelle ou ethnique, ou les professionnels d'un secteur. Dans certains cas se réunissaient quelques dizaines de manifestants munis de chaînes pour bloquer la circulation sur un périphérique. À d'autres occasions, des milliers de protestataires occupaient les places publiques, les principales rues commerçantes ou des infrastructures importantes dans tout le pays. Si les manifestations pouvaient se dérouler pacifiquement, elles donnaient parfois lieu à des pillages et à la destruction de biens. La règle d'or des protestataires voulait que leur mouvement se poursuive jusqu'à ce qu'une autorité reconnue, que ce soient des responsables locaux ou des membres du cabinet présidentiel, promette publiquement de mener des actions plus ou moins concrètes.

Les statistiques fournies par les autorités à la presse algérienne permettent de se faire une idée de l'importance de ces événements. La police anti-émeute a opéré plus de sept mille arrestations en liaison avec des « troubles à l'ordre public » en 2007. Trois ans plus tard, ce chiffre avait quasiment doublé, à la suite de près de cent treize mille interventions policières à l'encontre de manifestants<sup>3</sup>. Les informations éparses disponibles laissent entendre que ces chiffres sont restés au même niveau durant les années 2010.

Si l'on exclut du décompte les émeutes liées au football et les événements culturels, on peut répartir grossièrement les questions qui ont mobilisé les contestataires en deux grandes catégories : la fourniture de services sociaux par l'État ; la composition et l'organisation de l'État-nation

---

3. *Liberté*, 5 décembre 2010 ; *Le Monde*, 31 décembre 2010.



lui-même. Les revendications sociales les plus importantes concernaient l'accès au logement public subventionné, l'amélioration des infrastructures de base et la fourniture d'eau et d'électricité<sup>4</sup>. D'autres thèmes récurrents dans les manifestations étaient le chômage et les conditions de travail dans le secteur public, notamment les hôpitaux, les centres médicaux, les écoles, les entreprises du secteur de l'énergie et même la police. Enfin, le prix des denrées alimentaires a régulièrement fait descendre les Algériens dans la rue. Fin 2010 et début 2011 par exemple, une hausse soudaine de 40 % du prix du sucre, de l'huile, des fruits et légumes, du blé et de différents produits alimentaires a provoqué des semaines de protestation à Alger, Oran et autres grandes villes du Nord.

Le problème de la composition et de l'organisation de l'État-nation a été soulevé avant tout par la population de Kabylie parlant le tamazight (dialecte berbère), très consciente de son identité ethnique. Comme à d'autres périodes de l'histoire de l'Algérie contemporaine, sous la présidence de Bouteflika les Kabyles ont manifesté pour exiger une plus grande autonomie régionale et une meilleure reconnaissance de leurs traditions et culture spécifiques au sein de la nation. Ce qui était alors nouveau, c'est que des groupes de population issus des provinces du Sud de l'Algérie, In Salah et Ghardaïa en particulier, ont également fait entendre leur voix à partir de la moitié des années 2000. Malgré l'importance stratégique de cette région où sont concentrées les réserves de gaz naturel et de pétrole, et qui forme une frontière géopolitique avec les États en faillite que sont la Libye et le Mali, ces provinces se sont révoltées aussi bien pour dénoncer l'exploitation gazière à grande échelle que pour demander qu'une plus grande attention soit portée aux questions sociales et environnementales par les décideurs qui résident à des milliers de kilomètres, dans les grandes villes du Nord.

Un des aspects intéressants de ces protestations est qu'elles ne s'attaquaient pas au système en tant que tel. Si des appels à une réorganisation révolutionnaire du gouvernement étaient lancés à la marge, en particulier par des contestataires kabyles et certains groupes militants comme le mouvement intellectuel Barakat, apparu en 2014 afin de s'opposer à la candidature de Bouteflika à un quatrième mandat présidentiel, la majorité des mouvements protestataires promouvaient un programme réformiste. Au lieu d'exiger le départ du chef de l'État ou un changement de système, les manifestants demandaient plutôt la fourniture d'un service qui, à leurs yeux, relevait de la responsabilité du gouvernement.

4. Cf. « Émeutes en Algérie, 2007-2017 » (base de données), BerthoAlain.com.

Ainsi que je l'ai expliqué ailleurs, ces protestations pourraient être considérées comme une part indissociable de l'ordre politique semi-autoritaire en place<sup>5</sup>. Il est même possible de voir dans la croissance des manifestations de rue au cours des années 2000 un élément positif pour l'État algérien, en ce qu'elle démontrait sa capacité à assurer la sécurité de base de sa population après sept années de violente guerre civile. Cependant, tandis qu'ils se poursuivaient jusqu'à devenir un élément normal de l'action politique, les mouvements protestataires ont paru de plus en plus refléter, eux aussi, la délégitimation et l'épuisement des institutions et des mécanismes de consultation ou de médiation politiques formels.

\*

14

Il n'est pas très surprenant que ce soit la politique contestataire qui ait mis fin à la période post-guerre civile. Comme on a pu le voir, les institutions traditionnelles – le Parlement, la présidence de la République, les partis politiques – avaient cessé depuis longtemps d'être des instruments significatifs d'engagement politique populaire. Les stratégies de répression et de cooptation mises en œuvre par le régime avaient entraîné une fragmentation et une marginalisation de la société civile, et à la fin des années 2000 elles menaçaient de liquider ce qui restait de journalisme critique sur internet. C'est ainsi qu'au terme de la décennie suivante, quand il est apparu qu'aucune coalition de groupes d'intérêts ne serait capable de mener une réforme systémique susceptible de sortir le pays de sa paralysie, des millions d'Algériens ont emprunté la seule forme d'action politique collective qui avait encore un sens, les protestations spontanées dans la rue.

Bien qu'un parallèle puisse être fait avec de précédentes expériences de mobilisation politique sous Bouteflika, le Hirak a, dès le départ, représenté tout à la fois un renouveau, une transgression et une rupture. Déclenché par une annonce officielle selon laquelle le président gravement malade allait briguer un énième mandat, ce mouvement de contestation allait rompre avec les demandes de réforme passées qui épargnaient le système. La première revendication autour de laquelle les protestataires se sont réunis, le 22 février 2019, était précisément celle que des dizaines de milliers de manifestants avaient soigneusement évité de formuler au

---

5. «Contention and Order», in Rasmus Alenius Boserup et Luis Martinez (dir.), *Algeria Modern, op. cit.*, p. 45-60.

cours des vingt années écoulées, à savoir que le président Bouteflika cède sa place. À partir de cette première journée de manifestation, le credo révolutionnaire des masses a consisté à exiger des purges toujours plus importantes au sein du système.

Il est tentant de conclure qu'en révélant la profondeur des divisions entre l'État et la société, et en mettant fin à la période post-guerre civile, le Hirak a démontré implicitement que le système politique instauré après le conflit constituait une erreur historique. Mais cela reviendrait à oublier les origines douloureuses de ce système. Les horreurs de la guerre civile des années 1990 ont provoqué des blessures profondes dans la société algérienne – de la méfiance, de la colère et peut-être même un traumatisme collectif. Imparfait, défaillant, répressif, injuste, corrompu et parfois violent, le système politique créé par l'armée au milieu de la guerre civile a néanmoins permis aux Algériens de sortir de la logique de l'affrontement militaire. En 1995 et 1997, beaucoup d'entre eux en étaient conscients et l'ont exprimé dans les urnes. De futurs observateurs considéreront peut-être la période post-guerre civile comme une étape difficile mais nécessaire vers un nouvel horizon politique. Pour le moment, on peut seulement espérer que la période que les Algériens sont en train d'ouvrir donnera le jour à un régime plus efficient, moins corrompu, plus participatif et plus légitime.

15

TRADUIT DE L'ANGLAIS (ÉTATS-UNIS) PAR ISABELLE RICHEL

#### R É S U M É

*Cet article analyse quatre phénomènes sociaux et politiques majeurs qui ont précédé la chute d'Abdelaziz Bouteflika, en avril 2019 : la délégitimation de la politique traditionnelle, la marginalisation de la société civile, la paralysie des processus informels de décision politique et la transformation de la politique contestataire. Pris ensemble, ces phénomènes ont contribué à creuser les divisions entre l'appareil d'État et les acteurs sociaux, que le mouvement de protestation de masse qui avait vu le jour deux mois plus tôt a transformées en rupture historique. Le Hirak a ainsi mis fin au modèle d'organisation des rapports entre l'État et la société qui, en dépit de ses nombreux échecs, avait permis de sortir l'Algérie de la guerre civile, et ouvert la voie à l'émergence d'un nouveau régime politique.*

